SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 27 NOVEMBRE 1912.

Rapport de la 1^{re} Commission, composée des Sénateurs des provinces d'Anvers, de Flandre orientale et de Namur, chargée de vérifier les pouvoirs de M. Lambiotte, élu Sénateur, le 2 juin 1912, par l'arrondissement de Bruxelles.

Présents : MM. le Marquis DE BEAUFFORT, Président ; KOCH, RYCKMANS, VAN DEN NEST, WITTMANN, CHEVALIER, COULLIER, DE BAST, DE BLIECK, le Chevalier DE GHELLINCK D'ELSEGHEM, le Baron DELLA FAILLE D'HUYSE, DE SADELEER, LIBBRECHT, le Comte T'KINT DE ROODENBEKE, le Baron DE GIEY, le Baron DE MÉVIUS, FOCQUET, HICGUET et CLAEYS BOUÛAERT, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le Sénat a adopté dans la séance du 20 mai 1902 un ordre du jour comprenant, au n° 10°, le texte suivant :

10°. — « *Le commandité ne peut s'attribuer les impôts directs et les patentes établis sur la société en commandite.* »

D'après cette jurisprudence, l'élection de M. Lambiotte ne pourrait être validée.

La Commission de vérification des pouvoirs a examiné la question de savoir si cette décision était conforme aux principes et si elle devait être maintenue.

L'ordre du jour de 1902, n° 10°, ne lie pas le Sénat, qui reste juge de l'éligibilité de ses membres d'après l'article 34 de la Constitution.

Si la question soumise était douteuse, comme elle le paraît à première vue, d'après les décisions divergentes, émanées tant du Sénat que de la Cour de cassation, il faudrait admettre comme principe que le verdict du corps électoral doit être respecté.

Mais votre Commission a été d'avis, après avoir entendu le rapport fait au nom de l'unanimité des membres de la Sous-Commission, que le n° 10° de l'ordre du jour de 1902 aurait dû être rédigé de la manière suivante :

« *Le commandité, à l'exclusion absolue du commanditaire, peut s'attribuer les impôts directs, patentes comprises, établis sur la société en commandite, qu'elle soit une commandite simple ou une commandite par actions.* »

Cette dernière rédaction avait été proposée par l'honorable M. Léger, rapporteur de la Commission spéciale chargée d'examiner diverses questions d'éligibilité, à la réunion du 17 avril 1902.

Le rapporteur faisait valoir, à l'appui de ce projet de résolution, les motifs les plus péremptoires que nous résumerons plus loin.

Mais à la dite séance du 17 avril 1902, la question fut réservée et renvoyée à un examen ultérieur, à la demande de l'honorable M. Wiener.

Dans un second rapport très succinct du 20 mai 1902, l'honorable M. Léger se rangea à un avis diamétralement opposé, adoptant l'opinion émise par la Commission chargée de vérifier les pouvoirs de M. Cornet, élu à Soignies en 1882.

En séance publique, le Sénat, après avoir entendu divers orateurs, vota dans le sens de ce second rapport (séance du 20 mai 1902).

Il est assez difficile de s'expliquer les motifs de ce revirement d'opinion, mais la thèse vraie est celle qui a été soutenue dans le premier rapport de l'honorable M. Léger, le 17 avril 1902.

Il suffit de mettre en rapport l'article 56 de la Constitution et les articles 18 et 20 de la loi de 1873 sur les sociétés, pour se convaincre que le commandité peut s'attribuer les contributions de la société en commandite.

En effet, l'article 56 de la Constitution porte comme conditions d'éligibilité : « verser au Trésor de l'Etat au moins 1,200 francs d'impositions directes, patentes comprises. »

D'après les articles 18 et 20 de la loi de 1873, le commandité est indéfiniment responsable de tous les engagements de la société, sans aucune exception, et, partant, de toutes les contributions mises à sa charge. Dès lors, le commandité doit verser au Trésor ; il peut être poursuivi pour le paiement des contributions et, par conséquent, il possède la base du cens.

Peu importe que les lois fiscales ou budgétaires mettent les contributions, dont le commandité est tenu, au nom de la société en commandite ou exigent que la société soit poursuivie avant tout.

La société en commandite a été érigée en individualité juridique par une fiction de la loi, dans le but de régler plus facilement les rapports de la société avec ses membres et avec les tiers. Cette fiction ne peut être appliquée dans le domaine des intérêts politiques.

C'est ce que décide, *in terminis*, un arrêt de la Cour de cassation en date du 5 mai 1886. Cet arrêt est conforme à d'autres arrêts de la même Cour, qui a rendu aussi des arrêts en sens contraire.

Nous croyons inutile d'examiner tous ces arrêts, dont plusieurs se rapportent à des espèces absolument différentes, notamment les deux arrêts du 11 mai 1896 concernant des actionnaires de société coopérative qui prétendaient pouvoir s'attribuer une part des contributions.

Le commandité a, en vertu des articles 18 et suivants de la loi de 1873, une situation absolument identique à celle des associés en nom collectif.

Il est, comme ces derniers, indéfiniment tenu de tous les engagements sociaux. Au point de vue de l'éligibilité, aucune différence ne peut exister entre eux.

Or, le droit des associés en nom collectif n'a jamais été contesté. Les contributions et patentes de ces sociétés ont toujours été admises dans le calcul du cens d'éligibilité, sans la moindre observation.

La logique impose de prendre une même résolution en ce qui concerne le commandité.

C'est ce qui a été reconnu, lors de la discussion de 1882, par l'honorable M. Balisau qui n'admettait sous ce rapport aucune distinction entre le commandité et l'associé en nom collectif.

Une foule d'autres considérations pourraient être émises en faveur de l'un ou l'autre des deux opinions.

Mais la Commission croit inutile d'entrer dans une discussion doctrinale ; elle n'a eu en vue que le respect des principes constitutionnels et légaux qui sont d'accord, dans l'espèce, avec la décision du corps électoral.

Elle a l'honneur de proposer au Sénat la validation de l'élection de M. Lambiotte, à l'unanimité des membres présents.

Le Rapporteur,
ALFRED CLAEYS BOUUAERT.

Le Président,
Marquis DE BEAUFFORT.